

(N° 90.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1919-1920.

COMMISSION DES PÉTITIONS DES MOIS DE DÉCEMBRE 1919-
JANVIER 1920

FEUILLETON AU 10 FÉVRIER 1920.

PÉTITIONS EXAMINÉES PAR LA COMMISSION.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

1.	414.	Par pétition datée de Charleroi, le 19 novembre 1919,
----	------	---

La Société de médecine de l'arrondissement de Charleroi (Union professionnelle reconnue), propose une série de mesures tendant à combattre les pratiques abortives et anticonceptionnelles.

Décision : Renvoyé à la Section centrale chargée d'examiner la proposition de loi sur la répression des outrages publics aux bonnes mœurs.

2.	416.	Par pétition datée de Denderwindeke (Flandre Orientale), le 25 novembre 1919,
----	------	---

Le sieur Van Vreckhom, à Denderwindeke (Flandre Orientale), soldat invalide de guerre, demande l'augmentation de sa pension.

Décision : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

3.	417.	Par pétition datée d'Ostende, le 29 novembre 1919, Le président et secrétaire de la Chambre de commerce d'Ostende, émettent le vœu que la représenta-
----	------	--

Numéros
du
feuilletton.

Numéros
du registre des
pétitions.

tion proportionnelle ne soit pas appliquée aux élections consulaires.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

4. 418. Par pétition datée de Saint-Servais (Namur),
le 13 décembre 1919,
Le sieur Stiénon, à Namur, demande une nouvelle
réglementation de la chasse aux oiseaux.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture.*

5. 420. Par pétition datée de Saint-Trond (Limbourg), le
16 décembre 1919,
Le sieur Govaerts, pharmacien à Saint-Trond et d'au-
tres habitants de cette ville, demandent que les char-
bonnages soient forcés de livrer les charbons de façon
que les détaillants puissent les débiter à raison de
58 francs la tonne.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires Écono-
miques.*

6. 421. Par pétition datée de Bruxelles, le 13 décembre 1919,
Les sieurs Pinart et Gothier, président et secrétaire
général de la Fédération nationale des employés com-
munaux de Belgique, à Bruxelles, demandent le vote
d'une loi imposant aux communes l'obligation d'allouer
des indemnités de vie chère à leurs agents salariés.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

7. 422. Par pétition datée de Semmerzaeke (Flandre orien-
tale), le 16 décembre 1919,
Le sieur Van Houwenhuyse, facteur rural pen-
sionné, à Semmerzaeke (Flandre orientale), demande
le relèvement de sa pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes et Télégraphes.*

8. 425. Par pétition, sans date,
449. Des habitants de : Andenne, Auderghem, Ander-
lecht, Boitsfort, Bruxelles, Charleroi, Etterbeek, Forest,
Ganshoren, Herent, Ixelles, Laeken, La Hulpe, Lou-
vain, Molenbeek-Saint-Jean, Petit-Enghien, Saint-Gilles,

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Seilles, Stockel, Uccle, Vilvorde et Woluwe-Saint-Lambert, demandent la séparation de l'Église et de l'État.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

- | | | |
|----|--------------|---|
| 9. | 424.
445. | Par pétition, sans date,
Des habitants de : Anderlecht, Anvers, Bruxelles, Herstal, Ixelles, Liège, Namur, Ransart, Schaerbeek demandent le vote d'une loi autorisant l'incinération des cadavres humains. |
|----|--------------|---|

Même pétition du Conseil communal de Saint-Gilles.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

- | | | |
|-----|------|---|
| 10. | 425. | Par pétition datée d'Anvers, le 18 décembre 1919,
Le président et secrétaire du Vlaamsch-Oud-Strijdersbond, à Anvers, demandent qu'une indemnité équitable soit accordée aux anciens combattants et que la Commission instituée à cet effet soit refundue. |
|-----|------|---|

DÉCISION : *Renvoyé à la Section Centrale, chargée d'examiner la proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} juin 1919, établissant une dotation au profit des combattants de la guerre 1914-1918.*

- | | | |
|-----|------|---|
| 11. | 426. | Par pétition datée de La Bouverie (Hainaut), le 19 décembre 1919,
Les président et secrétaire de l'Union centrale des ouvriers et ouvrières travaillant la chaussure de Belgique, à La Bouverie (Hainaut), demandent que des mesures soient prises pour empêcher le renchérissement de la houille. |
|-----|------|---|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.*

- | | | |
|-----|------|---|
| 12. | 428. | Par pétition datée de Charleroi, le 22 décembre 1919,
Les sieurs Decarnières et Charlier, président et secrétaire de la Fédération nationale des Syndicats de dessinateurs industriels de Belgique, à Charleroi, demandent le vote d'une loi prohibant certaines clauses figurant dans les contrats d'engagement du personnel technique. |
|-----|------|---|

DÉCISION : *Renvoyé à la Section Centrale chargée d'examiner la proposition de loi concernant les employés et commis.*

Numéros
du
feuillet on.

Numéros
du registre des
pétitions.

13.

429.

Par pétition datée Bruxelles, le 7 décembre 1919,
Le président de la Ligue des Courtiers des distilleries
industrielles, à Bruxelles, prie la Chambre de reviser
la loi sur le régime de l'alcool et les débits de boissons
fermentées.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

14.

430.

Par pétition datée d'Arlon, le 23 décembre 1919,
La dame Noël, à Arlon, mère d'un agent colonial
décédé au cours de sa charge, demande une indemnité.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Colonies.

15.

431.

Par pétition datée d'Arlon, le 26 décembre 1919.
La dame Zimmer, à Arlon, demande une enquête
sur les circonstances dans lesquelles a péri son mari à la
suite d'un accident de chemin de fer, au Grand-Duché
de Luxembourg.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères.

16.

432.

Par pétition datée de Vaux-sous-Chèvremont, le
29 décembre 1919,
La dame Hélène Leclercq, à Vaux-sous-Chèvremont,
demande un remboursement de taxes.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

17.

433.

Par pétition datée de Renaix, le 30 décembre 1919,
Le sieur Delie, à Renaix, demande que les petits
propriétaires soient indemnisés pour les loyers non
payés.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

18.

435.

Par pétition datée de Mont-sur-Marchiennes, le
30 décembre 1919,
Le sieur Marievoet, à Mont-sur-Marchiennes, demande
la revision de la loi sur les pensions civiles.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

19.

436.

Par pétition datée de Lodelinsart, le 3 janvier 1920,
Le Conseil communal de Lodelinsart émet le vœu de
voir la Législature limiter à 50 p. c. du traitement les

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

allocations des instituteurs, employés et fonctionnaires de l'État, des provinces et des communes, éloignés de leurs fonctions pour cause de maladie.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

20. 437. Par pétition datée de Forest, le 5 janvier 1920,
Le sieur Beck¹, major d'artillerie pensionné, à Forest, sollicite l'intervention de la Chambre, pour obtenir l'indemnité prévue du chef de la non-liquidation de sa pension et de celle de son fils.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

21. 438. Par pétition datée de Nimy, le 5 janvier 1920,
439. Des habitantes de Nimy, veuves de citoyens fusillés ou décédés par suite de privations et mauvais traitements, demandent le relèvement de l'indemnité accordée par la loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre.

Même pétition d'habitantes de Tamines et de Pommerœul.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.*

22. 459. Par pétition datée de Gand, le 6 janvier 1920,
Les président et secrétaire de la Fédération générale des fonctionnaires et employés des Chemins de fer de l'État, à Bruxelles, transmettent à la Chambre le texte d'un ordre du jour, tendant au relèvement prochain du barème des traitements.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.*

23. 440. Par pétition datée de Nederbrakel, le 8 janvier 1920,
Le sieur Vanden Broeke, instituteur retraité, à Nederbrakel, demande le relèvement des pensions.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.*

24. 441. Par pétition datée d'Ostende, le 10 janvier 1920,
Le sieur Gérard, licencié en sciences chimiques, à Ostende, signale que des mémoires d'honoraires relatifs

Numéros
du
feuilletton.

Numéros
du registre des
pétitions.

à des expertises judiciaires faites par lui auraient été arbitrairement réduits par le Département de la Justice.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

23. 444. Par pétition datée de Landen, le 19 janvier 1920,
Le sieur Hody, à Landen, demande l'intervention de la Chambre, dans une affaire judiciaire intéressant la dame Van Mechelen-Còlsoul et l'État.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

26. 446. Par pétition datée de Bruxelles, le 17 janvier 1920,
Les président et secrétaire de la Conférence Nationale des classes moyennes, à Bruxelles, émettent divers vœux, au sujet de l'appel et de la démobilisation des classes, ainsi que de la durée du temps de service.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

27. 447. Par pétition datée de Gand, le 21 janvier 1920,
Le sieur Goossens, à Gand, présente des observations au sujet de la destination qui a été donnée aux machines-outils qui ont été en usage aux établissements d'artillerie du Havre.

DÉCISION : *Renvoyé à la Commission de l'Armée.*

28. 448. Par pétition datée de Liège, le 10 janvier 1920,
Le sieur Émile Masson, à Liège, demande que les trains soient chauffés et que leurs fenêtres et portières soient garnies de vitres.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer.*

29. 451. Par pétition datée de Flobecq, le 21 janvier 1920.
Le sieur Malaise, à Flobecq, sollicite l'intervention de la Chambre dans une affaire judiciaire.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

50. 453. Par pétition datée d'Aineffe, le 23 janvier 1920,
Le sieur Marchandise, à Aineffe, demande que le changement de l'heure ne soit appliqué qu'au printemps.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

51. 454. Par pétition datée de Montegnée, le 24 janvier 1920,
Le Conseil communal de Montegnée, émet le vœu de

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

voir accorder la reconnaissance légale au culte antoiniste.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

32.	455.	Par pétition datée d'Ixelles, le 26 janvier 1920, Le sieur Hendrickx, ancien employé à la voirie d'Ixelles, se plaint d'avoir été dépossédé de son emploi.
-----	------	--

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*



(8)

(1)
(N^o 90.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1919-1920.

COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCHRIFTEN (DECEMBER 1919 — JANUARI 1920)

LIJST TOT OP 10 FEBRUARI 1920.

VERZOEKSCHRIFTEN DOOR DE COMMISSIE ONDERZOCHT.

Nummers van de lijst.	Nummers van het regis- ter of voor- de verzoekschriften.
-----------------------------	---

4.	414. Bij verzoekschrift uit Charleroi, gedagteekend 19 November 1919,
----	---

Stelt de Maatschappij voor Geneeskunde in het arrondissement Charleroi (Erkende Beroepsvereniging) eene reeks maatregelen voor ten einde de vruchtafdrijvende en behoortewerende praktijken te bestrijden.

BESLUIT: *Te verwijzen naar de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsvoorstel tot beteugeling van de openbare aanranding der zeden.*

416.	Bij verzoekschrift uit Denderwindeke (Oost-Vlaanderen), gedagteekend 25 November 1919,
------	--

Vraagt de heer Van Vreckhom, te Denderwindeke (Oost-Vlaanderen), oorlogsinvalides, de verhooging van zijn pensioen.

BESLUIT: *Te verwijzen naar den Minister van Oorlog.*

417.	Bij verzoekschrift uit Oostende, gedagteekend 29 November 1919,
------	---

Drukken de voorzitter en de secretaris der Handelskamer te Oostende den wensch uit, dat de evenredige

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

vertegenwoordiging niet worde toegepast op de verkiezingen voor de rechtbanken van koophandel.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

4. 418. Bij verzoekschrift uit Saint-Servais (Namen), gedagteekend 15 December 1919,

Vraagt de heer Stiénon, te Namen, eene nieuwe regeling van de vogelvangst.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Landbouw.

5. 420. Bij verzoekschrift uit Sint-Truiden (Limburg), gedagteekend 16 December 1919,

Vragen de heer Govaerts, apotheker, te Sint-Truiden en andere ingezetenen dezer stad, dat de kolenmijnen verplicht worden de kolen af te leveren, derwijze dat de kleinhandelaars ze tegen 55 frank per ton kunnen verkoopen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.

6. 421. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 13 December 1919,

Vragen de heeren Pinart en Gothier, voorzitter en algemeen secretaris van den Nationalen Bond der Gemeentebeambten van België, te Brussel, dat eene wet worde aangenomen, waarbij de gemeenten verplicht worden duurtebijslagen aan hunne bezoldigde beambten te verleen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.

7. 422. Bij verzoekschrift uit Semmerzake (Oost-Vlaanderen), gedagteekend 16 December 1919,

Vraagt de heer Van Houwenhuyse, gepensioneerde landelijke brievenbesteller, te Semmerzake (Oost-Vlaanderen), de verhooging van zijn pensioen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Spoorwegen, Marine, Posterijen en Telegrafen.

8. 423. Bij niet gedagteekend verzoekschrift,
449. Vragen inwoners van Andenne, Auderghem, Anderlecht, Boschvoorde, Brussel, Charleroi, Etterbeek,

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

Vorst, Ganshoren, Herent, Elsene, Laken, Ter Hulpen, Leuven, Sint-Jans-Molenbeek, Klein-Edingen, Sint-Gillis, Sint-Joost-ten-Oode, Schaarbeek, Seilles, Stockel, Ukkel, Vilvoorde en Sint-Lambrechts-Woluwe de scheiding van Kerk en Staat.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

- | | | |
|---|------|--|
| 9 | 424. | Bij niet gedagteekend verzoekschrift, |
| | 445. | Vragen inwoners van Anderlecht, Antwerpen, Brussel, Herstal, Elsene, Luik, Namen, Ransart, Schaarbeek, dat eene wet worde aangenomen, waarbij de lijkverbranding wordt toegelaten. |
- Zelfde verzoekschrift van den gemeenteraad van Sint-Gillis.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.

- | | | |
|-----|------|--|
| 10. | 425. | Bij verzoekschrift uit Antwerpen, gedagteekend 18 December 1919, |
|-----|------|--|
- Vragen de voorzitter en de schrijver van den « Vlaamsch-Oud-Strijdersbond », te Antwerpen, dat een billijke vergoeding worde toegekend aan de oud-strijders en dat de daartoe ingestelde Commissie gewijzigd worde.

BESLUIT : Verwezen naar de Middenafdeeling, belast met het onderzoek van het wetsvoorstel tot wijziging der wet van 1 Juni 1919, houdende vestiging eener begiftiging ten bate van de strijders uit den oorlog 1914-1918.

- | | | |
|-----|------|---|
| 11. | 426. | Bij verzoekschrift uit La Bouverie (Henegouw), gedagteekend 19 December 1919, |
|-----|------|---|
- Vragen de voorzitter en de secretaris van de Hoofdvereeniging der arbeiders en arbeidsters in het schoenenbedrijf van België, te La Bouverie (Henegouw), dat maatregelen worden getroffen om de prijsstijging der steenkolen te voorkomen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.

- | | | |
|-----|------|--|
| 12. | 428. | Bij verzoekschrift uit Charleroi, gedagteekend 22 December 1919, |
|-----|------|--|
- Vragen de heeren Decarnières en Charlier, voorzitter en schrijver van den Nationalen Bond der Syndicaten

Nummers Nummers
van van het register voor
de lijst. de verzoekschriften.

van nijverheidsteekenaars van België, te Charleroi, dat eene wet worde aangenomen, waarbij sommige bedingen niet zouden toegelaten worden in de aanwervingscontracten van het technisch personeel.

BESLUIT : Verwezen naar de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsvoorstel betreffende de bedienden en klerken.

13. 429. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 7 December 1919,

Vraagt de voorzitter van den Bond van de Makelaars der nijverheidsstokerijen, te Brussel, dat de Kamer zou overgaan tot het herzien van de wet tot regeling van het alcoholverbruik en van het slijten van gegiste dranken.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Financiën.

14. 450. Bij verzoekschrift uit Aarlen, gedagteekend 23 December 1919,

Vraagt vrouwe Noël, te Aarlen, moeder van een in bediening overleden koloniaal beambte, eene schade-loosstelling.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Koloniën.

15. 451. Bij verzoekschrift uit Aarlen, gedagteekend 26 December 1919,

Vraagt vrouwe Zimmer, te Aarlen, dat een onderzoek ingesteld worde om de omstandigheden te kennen, waarin haar echtgenoot is omgekomen bij een spoorwegongeval in het Groothertogdom Luxemburg.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Buitenlandsche Zaken.

16. 452. Bij verzoekschrift uit Vaux-sous-Chèvremont, gedagteekend 29 December 1919,

Vraagt vrouwe Hélène Leclercq, te Vaux-sous-Chèvremont, eene terugbetaling van belastingen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Financiën.

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

17. 433. Bij verzoekschrift uit Ronse, gedagteekend 30 December 1919,
Vraagt de heer Delie, te Ronse, dat de kleineigenaars vergoed worden voor de onbetaald gebleven huishuren.
BESLUIT: Te verwijzen naar den Minister van Justitie.
18. 435. Bij verzoekschrift uit Mont-sur-Marchiennes, gedagteekend 30 December 1919,
Vraagt de heer Marievoet, te Mont-sur-Marchiennes, de herziening van de wet op de burgerlijke pensioenen.
BESLUIT: Te verwijzen naar den Minister van Financiën.
19. 436. Bij verzoekschrift uit Lodelinsart, gedagteekend 3 Januari 1920,
Drukt de Gemeenteraad van Lodelinsart den wensch uit, dat de Kamers de tegemoetkomingen aan onderwijzers, beambten en ambtenaren van Staat, Provincie en Gemeente, wegens ziekte van het ambt verwijderd gehouden, zou beperken tot 50 t. h. der jaarwedde.
BESLUIT: Te verwijzen naar den Minister van Financiën.
20. 437. Bij verzoekschrift uit Vorst, gedagteekend 5 Januari 1920,
Vraagt de heer Beck, gepensioneerde majoor der artillerie, te Vorst, dat de Kamer tusschenbeidekome om hem de voorziene vergoeding uit hoofde van de niet-uitkeering van zijn pensioen en dat van zijn zoon te doen bekomen.
BESLUIT: Te verwijzen naar den Minister van Oorlog.
21. 438. Bij verzoekschrift uit Nimy, gedagteekend 5 Januari 1920,
450. Vragen inwoners van Nimy, weduwen van burgers die doodgeschoten werden of ten gevolge van ontberingen en slechte behandeling overleden zijn, verhooring van de vergoeding, toegekend bij de wet op de schadeloosstelling van de burgers die slachtoffers waren van den oorlog.

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

Zelfde verzoekschrift vanwege inwonsters van Tamines en Pommerœul.

BESLUIT: Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.

22. 439. Bij verzoekschrift uit Gent, gedagteekend 6 Januar 1920,

Doen de voorzitter en de secretaris van den Algemeenen Bond der Ambtenaren en Beambten van de Staatsspoorwegen, te Brussel, aan de Kamer eene dagorde toekomen, strekkende om eerlang den wedde-rooster te zien verhoogen.

BESLUIT: Te verwijzen naar den Minister van Spoorwegen.

25. 440. Bij verzoekschrift uit Nederbrakel, gedagteekend 8 Januari 1920,

Vraagt de heer Van den Broecke, gepensionneerde onderwijzer, te Nederbrakel, de verhooging der pensioenen.

BESLUIT: Te verwijzen naar den Minister van Wetenschappen en Kunsten.

24. 441. Bij verzoekschrift uit Oostende, gedagteekend 10 Januari 1920,

Doet de heer Gerard, licentiaat in de scheikundige wetenschappen, aanmerken dat de staten van honoraria betreffende gerechtelijke deskundige onderzoeken, waartoe door hem werd overgegaan, op willekeurige wijze door het Departement van Justitie zijn verlaagd geworden.

BESLUIT: Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

25. 444. Bij verzoekschrift uit Landen, gedagteekend 19 Januari 1920,

Vraagt de heer Hody, te Landen, dat de Kamer tusschenbeidekome in eene gerechtszaak betreffende mevrouw Van Mechelen-Colsoul en den Staat.

BESLUIT: Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

26. 446. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 17 Januari 1920,

Geven de voorzitter en de schrijver van de Nationale

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

Conferentie van den Middenstand, te Brussel, kennis van onderscheidene wenschen aangaande de binnenroeping en de demobilisatie der klassen, alsmede betreffende den duur van den dienstdtijd.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Oorlog.*

27. 447. Bij verzoekschrift uit Gent, gedagteekend 21 Januari 1920,

Brengt de heer Goossens, te Gent, bemerkingen in het midden betreffende de bestemming welke werd gegeven aan de machineriën-gereedschap, die in de artillerieinrichtingen te Le Havre werden gebruikt.

BESLUIT : *Te verwijzen naar de Commissie van het Leger.*

28. 448. Bij verzoekschrift uit Luik, gedagteekend 10 Januari 1920,

Vraagt de heer Emile Masson, te Luik, dat de treinen verwarmd worden en hunne vensters en deuren van ruiten worden voorzien.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Spoorwegen.*

29. 451. Bij verzoekschrift uit Vloesberge, gedagteekend 21 Januari 1920,

Vraagt de heer Malaise, te Vloesberge, dat de Kamer tusschenbeidekome in eene gerechtszaak.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

30. 453. Bij verzoekschrift uit Aineffe, gedagteekend 23 Januari 1920,

Vraagt de heer Marchandise, te Aineffe, dat de nieuwe nurregeling slechts met de lente ingevoerd worde.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.*

31. 454. Bij verzoekschrift uit Montegnée, gedagteekend 24 Januari 1920,

Drukt de Gemeenteraad van Montegnée den wensch uit, dat de wettelijke erkenning aan den antoinistischen eeredienst worde verleend.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

Nummers van de lijst.	Nummers van het register voor de verzoekschriften.
-----------------------------	--

32.

433.

Bij verzoekschrift uit Elsene, gedagteekend 26 Januari 1920,

Klaagt de heer Hendrickx, gewezen bediende bij den reinigingsdienst te Elsene, er over dat hij uit zijne bediening is gezet geworden.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.*